

L'ADN de la classe politique ukrainienne, deuxième partie

écrit par Oleg Nesterenko | 19 janvier 2025





[Première partie ici](#)

L'ADN de la classe politique ukrainienne

Ayant des connaissances précises sur les processus constitutifs de la classe politique ukrainienne, l'auteur des présentes lignes peut affirmer que l'intégralité de la classe politique ukrainienne actuelle et des personnes qui ont pour objectif de la rejoindre ont la corruption ancrée au niveau quasi-génétique.

Cette affirmation n'est guère une exagération. La classe politique occidentale actuellement au pouvoir ne comprend ou, plus exactement, fait semblant de ne pas comprendre, que le sens même de l'activité politique en Ukraine est de générer d'importants revenus financiers personnels. Revenus,

qui ne peuvent être atteints sans le recours à la corruption à grande échelle. Et ceci est absolument à tous les niveaux hiérarchiques : en commençant par les petits élus municipaux dans les villages et en terminant par la présidence du pays, en passant par les nombreuses couches politico-administratives intermédiaires les séparant.

En parfaite connaissance de cause je peux affirmer que non pas la majorité, mais bien l'intégralité des postes de décisionnaires dans les administrations d'état et dans la fonction politique ukrainienne sont occupés exclusivement soit par ceux qui les ont achetés, soit par ceux qui y ont été placés / « élus » par de puissants protecteurs qui placent leurs pions, afin d'atteindre les objectifs qui sont les leurs. Les chances d'accéder au pouvoir en Ukraine par un autre moyen sont, mathématiquement, proches de zéro absolu.

Des postes dans les administrations et des places dans la fonction politique au niveau local, départemental, régional et national s'achètent, se monnayent et sont considérés en tant que véritable investissement financier.

Un investissement qui doit générer des bénéfices concrets. Des bénéfices qui n'ont rien à voir avec les salaires officiels totalement dérisoires attachés aux postes en question. Notamment, selon l'information reçue d'une relation personnelle qui était récemment cadre supérieur dans un parti politique ukrainien, le prix d'un siège au Verhovna Rada (parlement ukrainien) se monnaie de 1 à 5 millions de dollars américains. Et ce barème est identique pour tous les partis politiques confondus qui y siègent.

C'est-à-dire, en Ukraine, une personne qui n'a rien à voir avec la politique, mais disposant de fonds financiers considérables provenant, en général, de son activité d'affaires et/ou de la corruption sur les postes occupés précédemment, peut à tout moment devenir député « élu du peuple » d'une manière garantie au sein de n'importe quel parti politique tant au niveau régional qu'au niveau national. Ce n'est qu'une question de prix.

Aujourd'hui, la corruption en Ukraine est au stade d'une absolue frénésie qui s'explique directement par l'absence de vision sur l'avenir politique du pays, même à moyen terme, et donc sur la pérennité de l'investissement réalisé dans les sièges de responsabilité politique et de la haute fonction : chacun faisant partie du « système » essaie de générer un maximum de bénéfices financiers avant la plongée dans l'inconnu que connaîtra leur carrière personnelle, due à l'effondrement politique, économique et sociétale du pays qui approche à grand pas et d'une manière imminente.

La structure de la corruption ukrainienne

Seuls les esprits qui n'ont strictement aucune connaissance du pays et des rouages du fonctionnement de ses administrations et de ses partis politiques peuvent prendre le thème de la prétendue lutte contre la corruption en Ukraine au sérieux.

L'enquête mentionnée précédemment, menée en 2023 par la « Plate-forme sociologique ukrainienne » parmi les citoyens de l'Ukraine, révèle également que la majorité écrasante des Ukrainiens estime que les autorités anticorruptions elles-mêmes étant profondément corrompues contribuent à l'augmentation de la corruption dans le pays.

Le système de corruption en Ukraine est totalement inébranlable à chacun de ses niveaux, car constitué de réseaux hiérarchiques interdépendants, dont le partage de bénéfices financiers et la sécurisation mutuelle vis-à-vis des menaces externes est son élément constitutif.

Chaque ministre, député, juge, haut fonctionnaire des administrations, de la police et de la SBU (service de la sécurité intérieure) fait partie du réseau d'une manière obligatoire. De même que chacun des responsables se situant sur une échelle plus basse des structures sous leurs juridictions respectives. Nulle place pour les « dissidents » qui puissent oser menacer le système. La majorité écrasante des cas de succès de la « lutte » contre la corruption rendus public, afin d'afficher la prétendue existence de cette dernière, sont ceux, dont les

figurants ont commis de graves fautes non pas vis-à-vis de la loi, mais vis-à-vis de la hiérarchie du système de corruption, notamment, en étant malhonnête dans les partages financiers des fruits de la corruption adressés à leurs supérieurs hiérarchiques. Ainsi les « brebis galeuses » sont sévèrement punies et remplacées.

Rares sont les cas quand les faits de corruption sont découverts par des personnes ou organismes tierces au « système » et rendus publics avant d'être étouffés. Et même dans ces cas de « force majeure », les coupables ne sont que très rarement punis par la loi : les affaires sont remises entre les mains de juges faisant partie du système de corruption et aboutissent à une décision judiciaire de non-lieu ou à des condamnations tout à fait dérisoires.

Par le type et la sévérité de la condamnation d'un fait de corruption il est possible de connaître très précisément l'appartenance de l'inculpé à l'une des deux catégories ci-dessus citées : une « brebis galeuse » qui a commis une faute vis-à-vis de ses supérieurs ou une victime de « force majeure ».

Et c'est bien vis-à-vis de ce système de corruption ancré au niveau de l'ADN de chacun de ces participants que l'UE demande l'éradication. En restant parfaitement réaliste, on peut considérer que demander à quelqu'un de construire une fusée spatiale à partir d'une bicyclette serait une requête pas moins sérieuse que celle formulée par les européistes de Bruxelles auprès de ceux qui sont, donc, sensés s'auto-éliminer.

Les médias de la propagande « atlantiste » – soit la quasi-intégralité des médias occidentaux – en parlant de la corruption en Ukraine ne font que déformer et transgresser la réalité. Un simple exemple d'une des nombreuses transgressions parues dans la presse française : « ...Volodymyr Zelensky affiche en ce sens (vis-à-vis de la corruption) une tolérance zéro. Son nouveau ministre de la Défense, nommé en septembre [2023] après la chute dans le cadre d'un scandale de corruption de son prédécesseur, doit

mener de front une lutte contre la corruption et une lutte contre l'agresseur russe. Car lorsque la guerre s'achèvera, il faudra que l'Ukraine soit capable de gérer les flux d'argent pour la reconstruction, sans que ces aides soient détournées par ses élites. »

Ne serait-ce que dans le cas de cet exemple parmi tant d'autres, la transgression de la vérité commanditée par le pouvoir politique et réalisée via la presse publique occidentale est tout à fait grossière et digne d'un profond mépris.

Pour être heurté à la réalité, il suffit de se poser la question : si le fait de la corruption du ministre de Défense déchu (Oleksiy Rezniko) s'est avéré confirmé et largement connu par le grand public (le ministère de la Défense ukrainien a conclu des contrats pour un montant supérieur à 350 millions de dollars avec des fournisseurs de nourriture pour l'armée, en déboursant de deux à trois fois le prix pratiqué sur le marché, dont l'unique raison plausible d'une telle activité est la perception d'une rétrocommission), comment expliquer que cette personne n'a jamais été ni mise en examen par la justice ukrainienne, ni dérangée de quelque manière que cela soit ? Au lieu de poursuites judiciaires et d'une peine de prison, ledit personnage a tranquillement pris sa retraite et mène ouvertement une vie de multimillionnaire, notamment à Londres – et ceci après avoir perçu un salaire dérisoire de ministre qui était d'environ 2400 euros par mois, toutes primes incluses.

Cette question est tout à fait rhétorique – la réponse est exposée dans ces pages.

Ceux du régime instauré en Ukraine qui n'ont pas l'occasion de participer dans les réseaux « classiques » de corruption, tels que les commandants des unités combattant au front, ont trouvé la parade pour se remplir les poches à l'instar de leurs leaders politiques. Début décembre 2024, la députée du parlement ukrainien Skorokhod a évoqué la situation dans les rangs des forces armées ukrainiennes : « *Les commandants*

exigent de l'argent des soldats. Si auparavant les sommes s'élevaient à environ 5.000 hryvnias, maintenant elles sont de 25.000. Et si vous ne donnez pas l'argent, ils vous enverront immédiatement sur les positions les plus dangereuses de la première ligne du front et il n'est pas certain que vous reviendrez de là-bas vivant ».

Oleg Nesterenko